

L'EUROPE NE POURRA PAS VIDER LA LIBYE DE TOUS LES MIGRANTS

Pour stopper l'arrivée de migrants en Europe, l'Union européenne veut impliquer la Libye et les pays africains. Un plan inadapté à la situation, selon Ferruccio Pastore.



■ Ferruccio Pastore
Directeur du Forum de
recherche internationale
et européenne sur
l'immigration (Fieri),
Turin (www.fieri.it)

Des Etats européens, comme la France et l'Italie, s'efforcent de contenir en Libye les migrants qui voudraient traverser la Méditerranée centrale. Quels peuvent être les effets de cette politique ?

L'Europe a déjà appliqué cette politique dans le passé. En 2008, au terme de longues négociations, le colonel Kadhafi, qui régnait alors sur la Libye, avait obtenu que l'Italie lui verse 5 milliards de dollars sur vingt ans pour qu'il retienne sur son territoire les migrants africains qui voulaient entrer dans l'Union. Et les autres pays européens prétendaient ne rien savoir de tout cela, laissant le « sale boulot » à Rome. En 2009, les navires italiens ont commencé à intercepter les bateaux de migrants dans les eaux internationales pour les renvoyer vers les eaux libyennes.

Mais cette pratique dite de « *push back* » a fait scandale dans une partie de l'opinion européenne. En 2012, la Cour européenne des droits de l'homme, dans son arrêt *Hirsi Jamaa* et autres, l'a jugée contraire au droit international. Raison pour laquelle aujourd'hui, les Etats européens soustraient ce *push back* aux garde-côtes libyens, qui rattrapent les navires de migrants dans les eaux internationales et les ramènent dans leurs eaux territoriales, puis sur le rivage.

Comment les pays européens ont-ils obtenu cette coopération des garde-côtes libyens dans un pays totalement divisé ?

L'été dernier, l'Italie, soutenue par les autres pays de l'Union, a signé des accords, dont le contenu exact n'est

pas connu, avec les autorités officielles libyennes, mais aussi indirectement avec des groupes armés de ce pays. De fait, à partir d'août dernier, le nombre de migrants en Italie a baissé très significativement parce que les garde-côtes et certaines milices, dans la région de Sabratha notamment, ont entravé l'activité des trafiquants. Des trafiquants avec lesquels ces différents acteurs étaient parfois eux-mêmes en collusion jusque-là. Les autorités italiennes ont nié avoir négocié directement avec des milices.

C'est peut-être vrai, mais il y a au moins eu des formes de marchandage indirect avec elles. En toute hypothèse, le gouvernement officiel libyen, reconnu par l'Organisation des Nations unies (ONU) mais qui ne contrôle que la partie orientale du pays, a vu s'accroître l'aide qu'il reçoit de l'Union. Et une partie de cet argent ira à des milices présentes dans sa zone pour les convaincre de contrôler les départs ou de cesser d'exploiter elles-mêmes les migrants.

Les arrivées de migrants ont cependant un peu repris à l'automne. Ce qui rappelle les accords conclus dans les années 1990 entre l'Italie et le président albanais de l'époque, Sali Berisha, pour qu'il bloque les traversées de migrants de son pays à travers l'Adriatique. Comme les groupes armés libyens aujourd'hui, les autorités albanaïses ouvraient alors les passages quand elles voulaient obtenir plus d'argent de Rome et les fermaient lorsqu'elles étaient repues de soutiens financiers.

Qu'est-ce que les Etats européens attendent des Etats d'Afrique subsaharienne en matière de migration ?

Pour la première fois, au sommet Europe-Afrique qui s'est tenu à Abidjan les 29 et 30 novembre derniers, les gouvernements européens ont explicitement affiché que leur priorité était le contrôle des migrations. Auparavant, l'hypocrisie était de règle. A la tribune, ils affirmaient que l'immigration était une ressource, ils défendaient les droits des migrants, pendant qu'en coulisse ils expliquaient que la seule chose qui les intéressait,

c'était que les Etats africains signent des accords de réadmission pour reprendre les migrants clandestins arrivés en Europe et



A Abidjan, les Européens ont joué franc jeu face aux Africains : dites-nous ce que vous voulez pour bloquer les migrants ”

qu'ils empêchent les candidats de partir. Cette fois, à Abidjan, les Européens ont joué franc jeu face aux Africains : dites-nous ce que vous voulez pour bloquer les migrants.

Mais la position des Etats africains aussi a changé. Jusqu'ici, ils voyaient le contrôle des flux migratoires comme le problème des Européens. Aujourd'hui, ils ne peuvent plus se contenter de laisser leurs ressortissants partir en Libye s'ils risquent d'y tomber en esclavage, comme l'ont montré les images diffusées récemment par CNN. Concrètement, les gouvernements européens et africains ont affiché deux intentions à Abidjan. D'abord, la mise en place d'une *task force* conjointe Union européenne-Union africaine-Nations unies, au sein de laquelle les gouvernements et leurs services de

sécurité échangeront les informations dont ils disposent sur les principaux responsables des trafics de migrants. Avec une difficulté pour certains gouvernants africains, car ces chefs de réseaux ont parfois de fortes collusions avec les autorités de leur pays.

La deuxième intention affichée à Abidjan est de « vider la Libye » de migrants potentiels. Pour ce faire, une division du travail a été décidée entre deux agences de l'ONU. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) sera chargé de faire un premier tri entre les migrants qui ont une chance raisonnable d'obtenir l'asile politique et les autres. Du fait des conflits et de la situation politique que connaît la corne de l'Afrique, les potentiels bénéficiaires du statut de réfugié présents aujourd'hui en Libye sont surtout les personnes originaires du Soudan du Sud, de Somalie, d'Erythrée... Mais même pour eux, se posera le problème de la réinstallation dans un pays européen. Quel Etat membre de l'Union les acceptera ? Le précédent des réfugiés syriens présents en Turquie, dont seul un tout petit nombre a bénéficié d'une réinstallation dans l'Union, n'incite pas à l'optimisme...

De son côté, l'Organisation internationale pour les migrations (IOM) sera chargée d'organiser des retours volontaires vers leur pays d'origine pour les autres migrants présents en Libye, ceux d'Afrique de l'Ouest notamment. Un tel mécanisme peut être pertinent si ces retours sont vraiment volontaires et s'ils sont assortis d'une aide réelle à la réinsertion. Mais vu la faiblesse des aides, il est peu probable qu'il séduise un



Taha Jawahri - AFP

nombre important de migrants. L'idée que l'action conjointe du HCR et de l'OIM va suffire à « vider la Libye » de migrants potentiels vers l'Europe n'est donc pas crédible.

Les pays européens peuvent-ils obtenir des pays africains de transit qu'ils bloquent les flux de migrants vers la Libye ?

C'est ce qu'ils s'efforcent d'obtenir du Niger, mais cette politique risque d'avoir des effets pervers dont la Commission européenne est bien consciente. D'abord, d'autres canaux d'entrée en Libye restent disponibles (Soudan, Tchad). Ensuite, le blocage des flux prive de ressources les passeurs nigériens qui habitent les régions frontalières. Ce qui les incite à emprunter d'autres routes plus longues, plus dangereuses et donc plus coûteuses pour les migrants, notamment vers l'Algérie, puis de là vers la Libye.

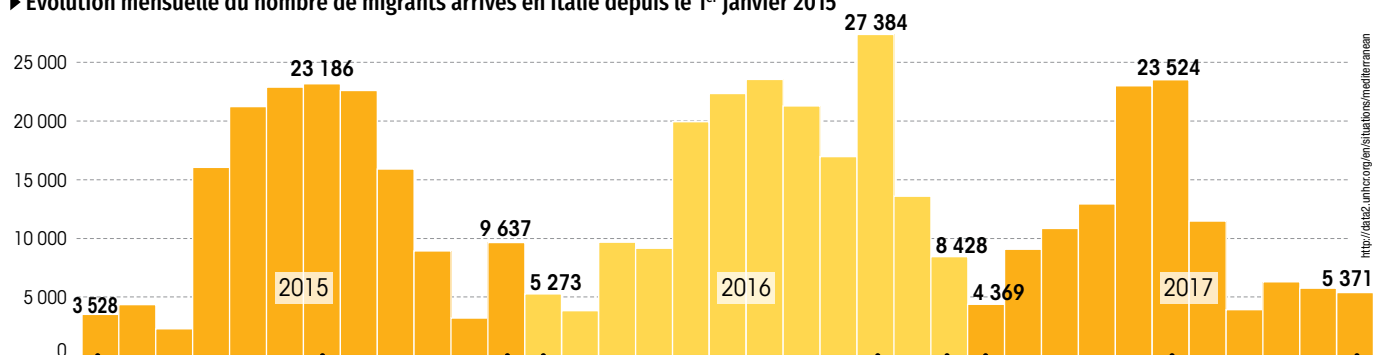
Migrants interceptés par les forces libyennes. Aujourd'hui, les Etats européens sous-traitent le sale boulot aux garde-côtes libyens.

L'Union tente de créer des ressources économiques alternatives qui permettraient aux trafiquants d'abandonner leur activité de passeur. Mais il semble que, pour l'instant, la plus grande partie des sommes ainsi investies par l'Union n'aille pas à ces ressources alternatives mais au financement des services de police des pays de transit pour des actions de court terme. On ne le sait pas exactement, car ces allocations ne sont pas faites de façon facilement lisible et entièrement transparente. Mais si c'est bien le cas, des conséquences néfastes sont à craindre.

Bien sûr, la sécurité est nécessaire pour le développement de ces pays. Cependant, renforcer de tels services dans des Etats où ces forces de ...

Les garde-côtes libyens, sous-traitants de l'Europe

► Evolution mensuelle du nombre de migrants arrivés en Italie depuis le 1^{er} janvier 2015



<http://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>



Transport de migrants d'Agadez vers la Libye.

L'Union européenne voudrait que le Niger bloque les flux de migrants.

Issouf Sanogo - AFP

... police bénéficient souvent déjà d'un pouvoir disproportionné nourrit l'autoritarisme. Ce qui risque de pousser à l'exil plus de jeunes encore.

Par ailleurs, la politique européenne est en contradiction avec les règles des zones économiques régionales en Afrique, telles que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Tout comme l'Union, celle-ci a institué la libre circulation des biens et des personnes entre ses membres. Au titre de la lutte contre les migrations clandestines, les Etats européens demandent aujourd'hui à ces pays de rétablir les contrôles aux frontières, et même à l'intérieur de leur territoire. Or, la mobilité est indispensable aux échanges économiques au sein de la zone. Et donc au développement de ses pays.

L'Union européenne ne veut-elle pas promouvoir le développement de l'Afrique pour que ses populations n'aient plus besoin d'émigrer ?

Le thème officiel du sommet d'Abidjan était précisément la création d'emplois pour les jeunes Africains. Hélas, il y a une déconnexion totale entre cet objectif de long terme et les réponses de court terme que l'Europe apporte dans sa lutte contre la migration clandestine. Pour le long terme, la Commission européenne a proposé en 2016 aux Vingt-Huit un projet inspiré du plan Juncker adopté en 2015 pour tenter de stimuler l'investissement dans ses

Etats membres les plus touchés par la crise. Le principe consiste à affirmer que l'argent public ne peut suffire à financer le développement, mais à parier qu'il peut avoir un effet de levier considérable sur l'investissement privé.

Dans le cas de l'Afrique, le projet de Bruxelles consiste à ce que l'Union finance sur son budget des projets d'infrastructure ou industriels, pour un montant d'environ 4 milliards d'euros, que les Etats membres mobilisent une somme équivalente sur leurs propres fonds. Il mise sur le fait que cet argent public suscitera un investissement plus de dix fois supérieur de la part du secteur privé, parce que les entreprises seront attirées par les perspectives d'affaires que les nouvelles infrastructures leur offriront au sud du Sahara. Au total, 88 milliards d'euros seraient ainsi rassemblés, estime la Commission pour ce projet dont la première phase s'étalera jusqu'à 2020.

Ce pari semble démesurément ambitieux, surtout si on le compare aux résultats inégaux du plan Juncker pour l'Union jusqu'à présent. Pourquoi les investisseurs privés, qui n'ont pas investi en Grèce ou même en Italie, risqueraient des sommes colossales au Niger ou au Mali ? De même, des dirigeants européens évoquent régulièrement un plan Marshall pour l'Afrique. Mais comme

l'a rappelé le financier George Soros, si on devait financer au sud du Sahara l'équivalent de ce que les Etats-Unis ont payé pour la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, le montant s'élèverait à plus de 1 000 milliards d'euros sur quatre ans. Or, 1 000 milliards, c'est le montant du budget total de l'Union européenne pour toutes ses activités sur un terme financier de sept ans !

Faut-il ouvrir plus largement l'immigration légale de travail dans l'Union européenne pour éviter que des migrants motivés surtout par des raisons économiques tentent d'utiliser la voie de l'asile ?

Les accords signés entre l'Italie et l'Albanie dans les années 1990 prévoyaient un tel dispositif. Chaque année, Rome adoptait par décret un quota de 3 000 visas d'immigration légale pour les Albanais. Comme l'Albanie comptait alors 3 millions d'habitants, cela donnait à chaque candidat à la migration un espoir raisonnable d'obtenir un tel visa. Aujourd'hui, l'aile la plus progressiste de la Commission européenne est tentée de proposer un système équivalent aux pays africains.

Mais les volumes concernés ne sont pas comparables. Appliqué au seul Nigeria par exemple, le quota qui avait été accordé à l'Albanie représenterait 190 000 visas de travail en Europe chaque année. Ce

n'est pas réaliste dans la situation politique et économique de l'Union aujourd'hui. D'autant que personne ou presque en Europe ne se préoccupe d'investir pour former les jeunes Africains dans leur pays d'origine, afin que leurs compétences s'ajustent aux besoins du marché du travail des pays européens. Des pays qui, pour certains, ont déjà besoin de main-d'œuvre étrangère parce que leur propre population vieillit. ■

Propos recueillis par Yann Mens

88

milliards d'euros, c'est le montant de l'aide à l'Afrique que vise le projet de Bruxelles.

? EN SAVOIR PLUS

■ *Beyond the Migration and Asylum Crisis. Options and Lessons for Europe*, par Ferruccio Pastore (dir.), Aspen Institute Italia, 2017 (<https://ic.cx/gqDG>).